

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 145 (2000)
Heft: 6-7

Rubrik: Nouvelles brèves

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ÉTRANGER

Exercice franco-suisse

Du 27 au 30 mars 2000, l'Armée de l'air française et les Forces aériennes suisses ont effectué l'exercice «SACIG 2000». Un PC binational, installé sur l'aéroport de Genève-Cointrin, exploitait des informations en provenance de centres de surveillance aérienne aussi bien suisses que français. (TTU Europe, 30 mars 2000)

Exportations militaires par Israël

En 1999, les commandes de défense à l'exportation se sont élevées à 2,5 milliards de dollars, en progression de 34,4% par rapport à 1998. L'ordre des premiers clients est révélateur: Chine, Turquie, Inde, Roumanie. Ces cinq dernières années, Israël a signé des contrats avec la Roumanie pour 900 millions de dollars, particulièrement dans le domaine du «rétrofitage». Les hélicoptères Puma roumains ont été transformés en hélicoptères de combat par la firme israélienne Elbit. (TTU Europe, 20 janvier 2000)

Crédibilité des services de renseignements

La fameuse publication américaine *Military Power* a présenté un schéma de char soviétique inventé de toutes pièces, précisément à l'époque où il était nécessaire de justifier les crédits affectés au char de combat M1 Abrams. Il a fallu attendre des années avant que le dit schéma considéré comme faux, sur la base d'informations tombées dans le domaine public. (TTU Europe, 20 janvier 2000)

Un «patch» nutritif pour le combattant

Transdermal Nutrient Delivery System (TDNDS), c'est la dénomination d'un nouveau moyen d'alimentation d'urgence sur lequel travaillent les scientifiques américains du *Department of Defense Combat Feeding Program*. Prévu pour n'être utilisé que dans des circonstances extrêmes, il transmettra, à travers la peau, les vitamines et les principes nutritifs essentiels, afin de maintenir un soldat apte au combat pendant un ou deux jours, jusqu'à ce qu'il puisse se nourrir d'une manière plus classique.

On pourrait intégrer à ce patch des substances inhibant la sensation de faim, de stress, de fatigue physique, voire d'inconfort. Une puce électronique incorporé au patch sera capable de déterminer les besoins ponctuels du métabolisme et d'y répondre par plusieurs moyens d'injection: pores de la peau après dilatation électrique, micro-dialyse ou libération à travers le derme de capsules préalablement implantées. Le TDNDS devrait être opérationnel à l'horizon 2025. (TTU Europe, 20 janvier 2000).

Maintien de l'ordre au Kosovo

Au sein de l'Armée de terre française, les événements de Mitrovica soulèvent nombre d'interrogations concernant les missions dites de «maintien de l'ordre» en intervention extérieure. Faut-il confier de telles missions à des formations de l'Armée de terre, alors qu'elles nécessitent une instruction et des matériels spécifiques? Si les unités doivent être préparées à l'éventualité de se trouver face à une foule non

armée, il faut qu'un tel engagement reste exceptionnel. De jeunes officiers ne souhaitent pas «se transformer en flics et voir l'Armée de terre y perdre son âme»; selon eux, c'est une forme d'engagement pour la Gendarmerie. Avant tout, il s'agit de savoir où se situe la limite entre maintien de l'ordre et restauration de la paix... (TTU Europe, 17 février 2000).

Activités des services de renseignements russes

Les services secrets tchèques notent une recrudescence des activités du GRU russe (Service de renseignements militaire) sur le territoire de la Tchéquie. Il y a eu des expulsions réciproques d'agents en Russie et en Pologne. Les responsables hongrois font état d'une présence renforcée des services de Moscou à Budapest, depuis que la Hongrie est membre de l'OTAN. (TTU Europe, 17 février 2000)

Bombes guidées: l'avenir...

Les engagements aériens contre la république fédérale de Yougoslavie ont montré les limites du guidage laser. L'US Air Force s'est donc engagée dans l'incorporation du GPS dans ses bombes guidées laser, tout en multipliant ses commandes de kit JDAM (GPS/navigation inertiel). Cependant, seule une petite partie des bombes guidées laser existantes (GBU-24, 27 et 28) seront modifiées. En effet, l'USAf souhaite conserver un stock de bombes guidées laser classiques et en acquérir d'autres déjà «hybridées» avec un GPS. Il s'agirait de se réservrer le choix entre le guidage laser et/ou GPS, sans qu'il soit précisé si cette volonté est dictée par des consi-

dréations tactiques ou des impératifs financiers.

Dans le futur, les Etats-Unis pourraient développer des armes à faisceau d'énergie dont la miniaturisation pourrait autoriser l'emport par un avion léger, voire un drone d'attaque qui resteraient plusieurs heures sur la zone et fondraient sur l'objectif qui se dévoilerait. (TTU Europe, 2 mars 2000)

La Pologne fait partie de l'OTAN...

En mars 1999, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie entraient dans l'OTAN. Si Tchèques et Hongrois rencontrent quelques difficultés, celles-ci sont sans commune mesure avec celles de la Pologne. Les forces polonaises ne correspondent pas à ce qu'attend l'Alliance. Le secrétaire général de l'OTAN aurait déclaré: «Ou c'est l'armée polonaise qui n'est pas bonne, ou c'est sa conception qui est incorrecte. Si les Polonais continuent à financer une armée pareille, ils

vont jeter l'argent par les fenêtres.» Selon lui, le «temps des concessions» serait terminé. Dans un autre domaine, l'OTAN a mis en garde Varsovie qui doit tout faire pour que l'enveninement de ses rapports avec Moscou ne nuise pas aux efforts entrepris par l'Alliance et la Russie. (TTU Europe, 16 mars 2000).

Omniprésence du problème des mines

Après les conflits en Croatie, en Bosnie-Herzégovine, il subsiste des milliers de champs de mines; le même problème se pose au Kosovo. En principe, les forces régulières serbes, croates et bosniaques établissaient les plans de leurs champs de mines, ce qui n'est pas le cas pour toutes les forces paramilitaires qui ont sévi dans ces régions. Après près de quatre ans de déminage en Croatie, seul le 10% des mines a été désamorcé et évacué.

Au Kosovo, les forces serbes ont utilisé une grande quantité

de mines antichars et antipersonnel. Les spécialistes en déminage de l'ONU craignent en particulier les mines antipersonnel PROM-1 yougoslaves. La plupart sont des mines-piquets, reliées par des fils sur lesquels le passant trébuche. A l'allumage, la mine monte de 60-80 cm dans l'air, avant que sa charge de 425 g entourée d'acier n'explose. En principe, elles sont facilement détectables mais, souvent, elles sont déclenchées par des fils en plastique, si bien qu'il y a toujours des accidents. Un déminage efficace implique la présence d'experts, de chiens bien dressés, et d'un équipement technique complet.

Le retour des touristes en Croatie dans les lieux de vacances pose problème, car ils ne sont pas assez sensibilisés au danger des mines. D'autre part, les autorités de Zagreb n'acceptent pas des panneaux de mise en garde. (D'après l'ASMZ, Nr. 3/2000)

Déminage par «reconnaissance moléculaire»

La Defense Advanced Research Projects Agency américaine annonce la mise au point d'un système de détection des mines contenant du TNT. En décembre 1999, celui-ci serait parvenu à détecter 100% des mines AP et AC, sans aucune fausse alerte, après une procédure de seconde vérification des alertes. Le système utilise un balayage électromagnétique: soumis à une impulsion radio et à un champ magnétique, les explosifs génèrent une réaction caractéristique qui peut être mesurée et identifiée par le système de détection. (TTU Europe, 16 mars 2000).



Sur le marché, il existe plus de 350 modèles de mines antipersonnel; elles contiennent environ 100 g de charge explosive. (Photo: Revisa Española de Defensa).

SUISSE

L'instruction des sergents-majors dure maintenant sept semaines

Depuis le mois de janvier 2000, les futurs sergents-majors d'unité sont astreints à une instruction de sept semaines au lieu de cinq. Durant ces deux semaines supplémentaires, ils suivent un cours technique. Durant les cinq premières semaines, l'instruction se concentre davantage sur la conduite.

Compression de personnel du Département de la défense...

Les effectifs du personnel du Département de la défense, de la protection de la population et des sports n'ont pratiquement pas changé en 1999. Le 31 décembre, 12 443 personnes y travaillaient. Il ne s'agit pas d'un changement de tendance, puisque 270 postes de travail doivent être supprimés en 2000, pour atteindre l'objectif fixé par le chef du département, soit une compression de 8000 postes de travail entre 1990 et le 1^{er} janvier 2001. En 1999, le statu quo s'explique par de nouvelles tâches qui sont échues au Département: coordination des renseignements, promotion de la paix et coopération en matière de sécurité.

Police: manque d'effectifs en Suisse

La police cantonale genevoise n'est pas la seule à souffrir d'un

manque d'effectifs. A la fin 1999, le commandant de la police valaisanne lançait le même cri d'alarme. En février 2000, son collègue de la police jurassienne dresse le même constat: avec 120 collaborateurs, il ne parvient pas à remplir ses missions, alors que la réforme de l'administration, qui déploie ses effets, prévoit 118 postes! Il faut des «renforts substantiels», a dit le commandant Bernard Dula. «A l'heure actuelle, la police manque d'effectifs dans l'ensemble de la Suisse», souligne Helmut Schmid, président de la Fédération suisse des fonctionnaires de police. Dans certains cantons, les autorités assignent à des organisations privées des missions normalement réservées à la police, au lieu de renforcer les effectifs. (*L'Express*, 13 février 2000)

Tony Wicki quitte le Groupement de l'armement...

Toni Wicki, qui exerce en union personnelle la fonction de chef de l'armement et de délégué du conseil d'administration de la RUAG SUISSE, abandonnera le 31 décembre 2000 sa fonction de chef de l'armement et de membre du Conseil de direction du DDPS. Cette double fonction avait été décidée en tant que solution transitoire. Toni Wicki veut se consacrer intégralement aux tâches qu'il assume comme chef du groupe industriel récemment privatisé, qui travaille surtout dans le domaine de l'armement.

Genève: conférence internationale d'aumôniers militaires

Au début février, les chefs aumôniers de 30 pays se sont réunis à Genève pour une conférence consacrée à l'ingérence humanitaire. Ils représentaient une douzaine de religions et se sont particulièrement intéressés aux aspects éthiques et religieux des interventions humanitaires. Adolf Ogi s'est adressé aux participants, rappelant le rôle essentiel joué par la Genève internationale dans la promotion de la paix.

Deuxième contingent de la SWISSCOY à l'instruction

A la mi-février, le deuxième contingent de la SWISSCOY a commencé sa période d'instruction de 5 semaines sur la place d'armes de Bière. 156 soldats, sous-officiers et officiers, dont 7 femmes, se préparent à leur futur engagement de 6 mois au Kosovo. 15 personnes appartenant au premier contingent ont décidé de prolonger leur engagement de 6 mois.. Le dépassement de l'effectif maximum autorisé par le Conseil fédéral s'explique par le fait que les membres du module de sécurité et de la police militaire sont formés pour deux contingents dans le cadre d'une seule volée.

Les priorités de l'instruction portent sur les connaissances du Kosovo, le comportement à l'égard des mines et des rats, les bases de l'engagement des armes et de la nouvelle technique de combat, le pilotage d'engins.